

Dimanche noir, mais lundi violet !

Les journées de votation sont souvent éprouvantes et hier n'a pas dérogé à la règle. La Cité de la musique a été refusée à 800 voix près, un score extrêmement serré et tout aussi décevant, tant **la mobilisation de nos camarades fut grande**. Ce projet offrait des locaux dignes aux étudiants de la HEM, des nouvelles salles de concert pour le public et un nouveau parc rive droite. Mais cela n'a pas suffi pour convaincre les électeur-trices, nous prenons acte. La suite est entre les mains du Conseil d'Etat, qui pourrait contourner la décision (consultative) populaire et aller de l'avant. Un dialogue sera initié dans ce sens entre le Conseil d'Etat, le Conseil administratif de la Ville, la Fondation pour une Cité de la musique et différents acteurs culturels et associatifs pour décider de l'avenir du projet.

Si nous sommes déçu-es de ce résultat et des refus incompréhensibles des objets fédéraux sur la loi CO2, l'eau propre et l'interdiction des pesticides de synthèse, nous ne nous laissons pas abattre et nous mobilisons aujourd'hui avec force et cris pour dénoncer les inégalités, les discriminations et les violences qui perdurent envers les femmes. Pique-nique féministe, défilé, le PS sera présent partout durant cette journée de grève féministe !

Une action s'est tenue ce matin même avec le syndicat SIT devant les bureaux du Conseiller administratif en charge des employé-es de la Ville, M. Alfonso Gomez, pour dénoncer les conditions de travail indignes des nettoyeuses et nettoyeurs des bâtiments publics et demander l'internalisation complète et progressive de ces travailleur-euses. Lors de l'étude des 8 motions, pétitions ou autre projet de délibération en commission des finances, le parti des Verts a amendé la demande de 5 millions pour municipaliser le nettoyage pour proposer au final 4.4 ETP, pour un montant de 500'000.- ?! Cherchez l'erreur !

Le PS demande qu'on investisse dans l'humain, autant que dans les arbres, et ne peut accepter qu'une municipalité à majorité de gauche refuse de prendre ses responsabilités et accepte de sous-traiter des emplois précaires, sans aucun moyen d'agir pour faire respecter des conditions de travail acceptables.

La lutte continue, nous ne baisserons pas les bras, ni face au réchauffement climatique ni face aux injustices sociales !

Joëlle Bertossa, présidente PSVG